



## RÈGLEMENT DE CONSULTATION

**n° B25-00456-ML**

Prestations de maintenance et exploitation des réseaux et télécoms du CEA  
Grenoble et de ses sites associés

Les principales étapes de la procédure sont les suivantes :

Etapes de la procédure	Calendrier (date limite)
Date limite de remise des candidatures	<b>Le mardi 17 mars 2026 avant 16h00</b>
Date limite de remise des offres dans le cas où votre candidature est retenue	<b>La date limite de remise des offres sera indiquée dans l'invitation à soumissionner</b>

**Le Cahier des Charges complet ainsi que l'annexe de sécurité du projet de marché ne sont pas mis en ligne sur PLACE pour des raisons de confidentialité (documents « Diffusion Restreinte »). Ces documents ne seront diffusés que lors de la deuxième étape de la procédure (phase offre) aux candidats retenus par le CEA par mail, via un container sécurisé. A ce stade, un cahier des charges synthétique est mis en ligne pour la phase de remise des candidatures afin de permettre aux candidats de mesurer l'étendue des prestations à réaliser dans le cadre de cette procédure.**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES À LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
2.2 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHÉS CLASSIFIÉS.....	3
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3.1 - PROCÉDURE .....	4
3.1.1 - <i>Généralités</i> .....	4
3.1.2 - <i>Groupement momentané d'entreprises</i> .....	5
3.1.3 - <i>Variantes</i> .....	5
3.2 - RÉUNION D'INFORMATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE .....	5
3.3 - QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
3.4 - SOUS-TRAITANCE .....	5
3.5 - CONFIDENTIALITÉ .....	6
3.6 - VALIDITÉ DES OFFRES.....	6
3.7 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DÉMATÉRIALISATION (PLACE) .....	6
<b>ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE .....</b>	<b>6</b>
4.1 - DOSSIER « CANDIDATURE » :.....	6
4.2 - DOSSIER « OFFRE » :.....	7
<b>ARTICLE 5 - AUDITIONS.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 - REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>8</b>
6.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
6.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	8
6.2.1 - <i>Version dématérialisée</i> .....	8
<b>ARTICLE 7 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
7.1 - SÉLECTION DES CANDIDATURES .....	9
7.2 - CRITÈRES D'ATTRIBUTION .....	10
<b>ARTICLE 8 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER OU PARTICIPER AU DIALOGUE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>10</b>
9.1 - INTERLOCUTEURS TECHNIQUES.....	10
9.2 - INTERLOCUTEURS COMMERCIAUX.....	10
<b>ARTICLE 10 - SUIVI DES FOURNISSEURS.....</b>	<b>10</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative aux prestations de maintenance et exploitation des réseaux et télécoms du CEA Grenoble et de ses sites associés (INES et sites annexes en région (PRTT)).

Le soumissionnaire retenu à l'issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent règlement, sera titulaire d'un marché mis en place par le CEA.

Le marché constitue lot unique qui ne peut pas faire l'objet d'un allotissement car le CEA n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination des prestations d'exploitation et maintenance des réseaux et télécoms du CEA Grenoble, conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES À LA CONSULTATION**

### **2.1 - Dispositions générales**

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
- les prescriptions techniques et leurs annexes (le cahier des charges synthétique référencé DG-CEAGRE-DPEI-STIC-IRTS-26-01-000045 en date de janvier 2026 et le cahier des charges complet qui sera remis lors de la « phase offre » de la présente procédure),
- le projet de marché référencé B25-00456-ML,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (édition de janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure
- Annexe 2 : Attestation de visite
- Annexe 3: Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
- Annexe 4 : le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
- Annexe 5 : Tableaux de décomposition de prix
- Annexe 6 : Protection de l'information de diffusion restreinte règles de sécurité informatique

### **2.2 - Dispositions relatives aux marchés classifiés**

Le marché objet du présent règlement de consultation est un marché classifié de niveau Secret au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

Les candidats doivent impérativement fournir :

- soit une attestation d'une décision d'habilitation au niveau requis en cours de validité ;

- soit un dossier de demande d'habilitation dûment complété (dossier disponible auprès de Monsieur l'Officier de Sécurité du CEA/Grenoble - tel : 04.38.78.36.36 - Mail : [thierry.robby@cea.fr](mailto:thierry.robby@cea.fr). - Adresse : CEA GRENOBLE - 17, Rue des Martyrs - 38054 GRENOBLE CEDEX 9).

L'attestation ou le dossier de demande d'habilitation doit parvenir au CEA de la manière suivante :

- **Une version papier** : les exemplaires originaux des documents doivent être envoyés sous pli confidentiel en indiquant la référence suivante B25-00456-ML à :

Monsieur l'Officier de Sécurité du CEA/Grenoble, Thierry ROBY

Cellule Officier de Sécurité / Bâtiment A2

17 avenue des martyrs 38054 GRENOBLE Cedex 9

**avant la date de remise des candidatures figurant à l'article 6.1 ci-après.**

- **Une version informatique** : les documents doivent être scannés et transmis au CEA à l'adresse mail suivante : [thierry.robby@cea.fr](mailto:thierry.robby@cea.fr). **Attention : les documents doivent être transmis dans un conteneur crypté (conteneur « ZoneCentral » transmis sur demande par le Service des Marchés et Achats).**

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

**A défaut d'avoir fourni et complété les pièces demandées dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation pour la présente consultation et verra en conséquence sa candidature écartée.**

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 - Procédure**

#### 3.1.1 - Généralités

La procédure retenue est une procédure formalisée d'appel d'offres restreint avec publicité.

La présente procédure se décompose en deux phases : une phase de remise des candidatures et une phase de remises des offres.

Votre entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution du marché CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

### 3.1.2 - Groupement momentané d'entreprises

Seules les candidatures des groupements momentanés d'entreprises déclarés au stade de la candidature en réponse à l'avis d'appel public à la concurrence préalable sont recevables. La constitution du groupement ne peut pas être modifiée en cours de procédure.

En cas de groupement momentané d'entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements :
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

### 3.1.3 - Variantes

Les informations concernant les variantes autorisées seront transmises lors de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner.

## **3.2 - Réunion d'information préalable obligatoire**

Lors de la phase de remise des offres, les soumissionnaires devront participer à une réunion d'information lors de laquelle le CEA répondra aux questions posées par les soumissionnaires.

Il est précisé que la participation du soumissionnaire à cette réunion d'information présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre.

La réunion d'information aura lieu dans des conditions qui seront précisées ultérieurement dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Les soumissionnaires devront se munir de l'attestation de visite jointe en annexe 2 à signer contradictoirement par le représentant du candidat et par le CEA. Cette attestation fera partie intégrante du dossier d'offre.

## **3.3 - Questions des soumissionnaires**

Les questions éventuelles des soumissionnaires doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)** au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de remise des offres. Ce délai est susceptible d'être modifié lors de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

## **3.4 - Sous-traitance**

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la

nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).

Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l'acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant annexé au projet de marché.

Le soumissionnaire devra en outre respecter les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.

### **3.5 - Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et par les dispositions du projet de marché relatives à la protection du secret de la défense nationale.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

### **3.6 - Validité des offres**

Les offres demeurent valables pendant une durée de six mois à compter de leur date limite de remise.

### **3.7 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation (PLACE)**

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

## **ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE**

### **4.1 - Dossier « Candidature » :**

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments mentionnés dans l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié au Journal Officiel de l'Union européenne et précisés comme suit :

- le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.
- le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou équivalent.

*Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :*

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.

**Les documents suivants seront à produire par les candidats sélectionnés avant l'envoi de l'invitation à soumissionner par le CEA et dans le délai fixé par ce dernier :**

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois.

Par ailleurs et pour rappel, les candidats doivent **impérativement** fournir, les éléments demandés au paragraphe 2.3 ci-avant.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

#### **Capacité économique et financière :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

#### **Capacité technique et professionnelle :**

- Une liste des principaux services fournis et livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

#### **Sous-traitance :**

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat apporte la preuve par tout moyen approprié.

#### **4.2 - Dossier « Offre » :**

Les candidats admis à soumissionner présente une offre conforme aux exigences du CEA. Conformément aux dispositions de l'article R2144-9, 4° du Code de la commande publique, la liste des documents à fournir dans le cadre de l'offre sera transmis uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

## **ARTICLE 5 - AUDITIONS**

Chaque soumissionnaire fera une présentation orale de son offre au CEA, après remise de celle-ci. Cette présentation vise à permettre au CEA de s'assurer que l'expression du besoin décrite dans le cahier des charges a bien été comprise par le soumissionnaire. Le CEA transmettra préalablement au soumissionnaire des questions, le cas échéant.

La date d'audition de chaque soumissionnaire sera notifiée, par le CEA, avec un préavis de sept jours.

Les auditions se tiendront dans les locaux du CEA Grenoble. Elles seront d'une durée de 2 h 45 au maximum et seront limitées à 6 intervenants par soumissionnaire.

Elles se dérouleront selon le planning suivant :

- présentation succincte des participants et de l'entreprise (d'une durée maximum de 15 minutes),
- présentation technique et financière de l'offre (2 heures maximum),
- questions du CEA et réponses du soumissionnaire (30 minutes maximum).

Les conditions exactes de chaque audition (nombre de participants, moyens techniques disponibles, lieu, date, horaires et durée, modalités d'accès, ...) seront précisées aux soumissionnaires dans la convocation.

Les documents qui illustreront l'exposé du soumissionnaire seront présentés en séance. L'ensemble des documents présentés et des précisions apportées à l'offre initiale par le soumissionnaire seront remis par écrit dans un délai précisé par le CEA lors de l'audition.

## **ARTICLE 6 - REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **6.1 - Date limite de remise des candidatures et des offres**

Les candidatures des soumissionnaires doivent être remises au plus tard le **mardi 17 mars 2026 avant 16 heures** (délai de rigueur).

<b>Tout dossier de candidature reçu après cette date sera écarté d'office</b>
---

La date et l'heure limites de remise des offres seront transmises ultérieurement dans la lettre d'invitation à soumissionner.

<b>Nota : Il est précisé qu'il n'y aura pas de négociation technique et financière après remise des offres au titre de la présente consultation.</b>
--

### **6.2 - Forme de remise des candidatures et des offres**

#### **6.2.1 - Version dématérialisée**

Les soumissionnaires transmettent leur candidature et leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>



Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

**Il est demandé de respecter les formalismes de présentation des fichiers d'offres et de candidature indiqués aux paragraphes 3.1 et 3.2 de cette annexe 1.**

Il est précisé que pour la remise d'une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

#### Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA Grenoble  
Service des Marchés et Achats  
17, rue des Martyrs  
38054 GRENOBLE Cedex 09  
A l'attention de Estelle BASTIEN

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

Rappel :

Les opérateurs économiques ont l'obligation de déposer leurs candidatures et offres par voie électronique sur PLACE, sauf dans les cas prévus par les articles R2132-12 et R2132-13 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 7 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **7.1 - Sélection des candidatures**

Le CEA vérifiera que les candidats satisfont aux conditions de participation indiquées ci-avant.

Le CEA sélectionnera les **cinq (5) candidats** les mieux classés par rapport aux critères exposés ci-dessous.

Si le nombre de candidats recevables est supérieur au nombre maximal fixé, un classement des candidatures sera effectué selon les critères objectifs suivants :

- Capacité financière : 10%,
- Aptitude technique et capacité professionnelle (certificats de qualifications professionnelles, attestations de bonne exécution, moyens humains) : 40%
- Pertinence et adéquation des références avec l'objet du marché : 30 %
- Organisation en matière d'assurance qualité : 20%

Après analyse des candidatures par le CEA, les candidats sélectionnés seront invités simultanément via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA à remettre leur offre.

Si le nombre de candidatures reçues est inférieur à 5, le CEA se réserve le droit de poursuivre la procédure.

## **7.2 - Critères d'attribution**

Conformément aux dispositions de l'article de l'article R2144-9, 5° du Code de la commande publique, des critères d'attribution du marché seront transmis uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

**Nota : Il est précisé qu'il n'y aura pas de négociation technique et financière après remise des offres au titre de la présente consultation.**

## **ARTICLE 8 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER OU PARTICIPER AU DIALOGUE**

Conformément à l'article R2144-5 du Code de la commande publique, les candidats retenus par le CEA ne pourront accéder à la phase de consultation et être invités à soumissionner qu'à la condition de transmettre au CEA, conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et R2143-9 du Code précité, avant l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner et dans le délai fixé par le CEA, les documents ci-après :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où le candidat retenu ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, sa candidature sera écartée sans autre formalité.

## **ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

### **9.1 - Interlocuteurs techniques**

- David MELOUX – STIC – Tél. : 04.38.78.21.65
- Sophie PASQUIER– STIC – Tél. : 04.38.78.13.97

### **9.2 - Interlocuteurs commerciaux**

- Estelle BASTIEN - Service des Marchés et Achats - Tél. : 06.58.31.35.77
- Isabelle BOREL – Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.13.36

## **ARTICLE 10 - SUIVI DES FOURNISSEURS**

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo